

Article 29 du Règlement

son honnêteté? Il a été limogé. Il s'est fait jeter dehors. Le premier ministre (M. Mulroney), qui a supporté toutes sortes de transgressions, n'a pas pu souffrir 24 heures l'honnêteté d'un membre de son caucus. C'est ce que l'on appelle liquider le messenger parce que l'on n'aime pas son message.

Si les députés d'en face ne sont pas prêts à écouter un des leurs et s'ils ne veulent pas entendre non plus les gens de l'Ouest du Canada, qui vont-ils écouter? A quel point disons-nous simplement: «Pour l'amour de Dieu, allez-y. Nous en avons assez. Vous ne comprenez plus ce qui se passe. Vous êtes aveuglés par l'omnipotence que vous pensez avoir obtenue en 1984. Vous ne pouvez plus saisir les vrais problèmes de façon concrète»?

Je voudrais m'adresser au député de Wetaskiwin qui était si heureux de dire qu'il lirait les promesses qui seraient faites par d'autres députés. Ce que je trouve particulièrement amusant c'est que le député ait décidé d'utiliser la page éditoriale du *Winnipeg Free Press*, pas la page des nouvelles mais bien la page éditoriale, comme source de sagesse. Cela montre à quel point les bancs conservateurs sont démunis. Les députés conservateurs doivent s'en remettre à la page éditoriale du *Winnipeg Free Press*. Suivons un moment la logique du député. Il a demandé l'indulgence de la Chambre pour qu'on l'écoute. Je voudrais citer l'éditorial du 23 avril du *Winnipeg Free Press* qui dit:

Le premier ministre Brian Mulroney invite les premiers ministres des petites provinces canadiennes au Lac Meech, la semaine prochaine, pour fixer leur absence de pouvoir dans la Constitution.

Voici la suite:

... ses propositions auront pour effet d'asseoir encore davantage les pouvoirs du centre du Canada et d'anéantir tout espoir de réaliser les réformes demandées par d'autres régions.

Compte tenu du fait que le député de Wetaskiwin a une telle confiance dans les éditoriaux du *Winnipeg Free Press*, je lui demande s'il est d'accord avec l'éditorialiste qui prétend que le gouvernement s'est engagé dans une voie qui sapera encore davantage les pouvoirs des provinces de l'Ouest et le poussera à faire fi de la réforme réclamée par le premier ministre de sa propre province. Si l'éditorial du *Winnipeg Free Press* semble aussi convaincant au député de Wetaskiwin, il le lira peut-être à son premier ministre demain matin, à la réunion du caucus, et il lui dira que son attitude à l'égard de la réforme constitutionnelle n'est peut-être pas la bonne. Je signale au député qu'il ne faut pas nécessairement faire confiance aux éditoriaux du *Winnipeg Free Press*. Il faut écouter les gens. Ils trouvent que le gouvernement ne sait pas ce qu'il fait.

Parlons de toutes les belles promesses que les conservateurs ont faites. Mon Dieu qu'ils étaient fiers, monsieur le Président, à la fameuse réunion de Prince-Albert où ils ont commencé à faire leurs promesses. Ils ont promis de permettre à la Société du crédit agricole d'offrir des obligations agricoles. Voyez-vous des obligations agricoles, monsieur le Président? Je regarde sous mon pupitre et je n'en vois pas. Y a-t-il des obligations

agricoles au Canada? Non. Je demande au député de Wetaskiwin de me montrer ses agro-obligations. Je lui demande de me montrer comment il compte résoudre ce problème. Je suppose que le gouvernement n'a pas encore cherché à tenir cette promesse.

Je mentionnerai également une autre promesse intéressante, monsieur le Président. Les conservateurs ont promis d'élargir la recherche et le développement dans le domaine agricole en accordant une aide financière plus importante aux collèges d'agronomie. En 1985, la recherche agricole avait un budget de 263 millions. Dans les prévisions budgétaires de 1987, ce chiffre n'est plus que de 221 millions. Je sais que les conservateurs ont une curieuse façon de jongler avec les chiffres. Mais le député de Wetaskiwin lui-même, qui lit les éditoriaux du *Winnipeg Free Press* et qui y croit, pourra constater que le gouvernement a réduit le budget de la recherche et du développement agricoles au lieu de l'augmenter. Il pourra constater également que c'est la recherche effectuée dans les collèges d'agronomie qui peut nous permettre de faire face à une concurrence internationale plus serrée, et de mettre au point de nouvelles cultures et de nouveaux produits. Je demande au député de bien vouloir m'expliquer, ainsi qu'aux Canadiens de l'Ouest, pourquoi son gouvernement qui se soucie tant de l'agriculture a réduit de 50 millions le budget de la recherche et du développement agricoles. Je demande au député de Wetaskiwin d'expliquer cette contradiction.

Je pourrais parler longuement des nombreuses autres promesses que ce grand défenseur du gouvernement n'a pas tenues.

M. Schellenberger: Allez-y!

M. Axworthy: En réalité, le gouvernement mène une opération de camouflage. Examinons pendant un instant les déclarations que le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) fait régulièrement et avec le plus grand sérieux. Il prétend que son gouvernement fait tout son possible sur la scène internationale. Il prétend qu'il se démène pour signaler les problèmes de l'agriculture à l'attention du monde. Voyons ce qu'il en est. Voyons pourquoi le gouvernement du Canada n'a pas encore formulé ses propositions relatives à la négociation des questions agricoles, bien que le GATT l'y invite depuis plus de deux mois.

Une décision a été prise en Uruguay à l'automne dernier et l'organisation du GATT a invité dès février dernier les participants à faire connaître leur position éventuelle lors des négociations, à indiquer leurs priorités en matière d'agriculture et les questions qu'ils sont prêts à négocier. Si le gouvernement du Canada veut vraiment faire preuve de leadership, s'il est prêt à prendre l'initiative, pourquoi n'a-t-il pas encore jugé bon de regrouper ses propositions pour donner au reste du monde une idée de notre orientation future?